



A powerful
and balanced
voice for business

Appel des employeurs des PMA La stratégie du secteur privé à Doha 5 points pour avancer sur le chemin des ODD

COMMUNIQUÉ

à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
mars 2023

APPEL

Notre programme commun, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, souligne l'importance des collaborations pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030. Un multilatéralisme inclusif et le rôle du secteur privé dans les partenariats, les coopérations et les engagements en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) sont essentiels si la communauté internationale entend réellement concrétiser l'Agenda 2030.

Plusieurs agences des Nations Unies (ONU) ont réalisé des évaluations détaillées de l'avancement des ODD. Les résultats montrent à quel point pratiquement tous les pays restent en retard dans l'atteinte de ces objectifs ambitieux, d'autant plus que leurs efforts ont été contrecarrés par la survenue d'événements imprévus de grande ampleur tels que la pandémie du Covid-19 et ses répercussions négatives sur le plan économique, social et de l'emploi ; des tensions géopolitiques persistantes ; une hausse marquée des prix alimentaires et énergétiques ; une instabilité financière accrue ; ainsi que les conséquences du changement climatique.

À l'intention des chefs d'État et de gouvernement ainsi que des hauts responsables des Nations Unies, les employeurs des pays les moins avancés (PMA) participant à la cinquième Conférence de l'ONU sur les PMA et l'Organisation internationale des Employeurs (OIE) publient conjointement le présent Appel à Doha, afin d'assurer que le point de vue du secteur privé sur le passage des potentialités à une prospérité réelle dans les PMA soit pleinement compris et intégré dans les politiques de développement internationales et nationales.

Actions nationales

- **Mettre en place des politiques, des services et une gouvernance publics effectifs et efficaces** – notamment des régimes de protection sociale, des systèmes éducatifs et de développement des compétences qui soient à la fois durables, transparents, responsables et ouverts sur les intérêts des bénéficiaires ; lutter contre la corruption de manière plus ambitieuse ; et mieux répondre aux besoins du marché du travail.

- **Créer un environnement propice à l'entreprise et favorisant l'entrepreneuriat, la création d'emplois, la croissance économique, le développement durable, le commerce et l'ouverture des marchés.** Les employeurs souhaitent l'élaboration et la mise en place de réglementations du travail et fiscales claires, compréhensibles et favorables à l'emploi, permettant de mobiliser l'ensemble des opportunités d'emploi et de nature à réduire les coûts salariaux indirects.
- **Poursuivre des stratégies globales et innovantes afin de lutter contre l'informalité et promouvoir la transition vers économie formelle.** Les employeurs demandent que les pays révisent leurs cadres réglementaires et administratifs en vue de réduire ces barrières et faciliter la transition vers l'économie formelle.
- **Accroître les efforts en vue de libérer pleinement les potentialités du numérique pour tous.** Pour résorber une fracture numérique qui ne cesse de se creuser, les employeurs souhaitent que les politiques publiques accordent la priorité nécessaire à l'expansion de l'infrastructure numérique et au soutien à l'ouverture au numérique dans les mentalités et les compétences, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises.

Actions internationales

- **Renforcer la solidarité et le multilatéralisme au plan international** en soutien aux efforts des pays à l'échelle nationale en vue de l'exécution de stratégies cohérentes pour une réduction des inégalités, la promotion d'un climat de confiance, des processus décisionnels plus efficaces et une plus grande stabilité sociale. À cette fin, il convient d'ouvrir des espaces de dialogue plus équitables réunissant l'ensemble des pays, quel que soit leur niveau de revenu, de façon à renforcer des politiques axées sur une sortie irréversible du statut de PMA.

Il importe que ces défis soient relevés afin d'accélérer l'action dans le domaine des ODD et de soutenir les engagements définis dans le Programme d'action de Doha 2023. Pour l'atteinte des ODD, ce n'est qu'en adoptant une approche plus inclusive vis-à-vis du secteur privé que l'on pourra réunir les ressources et les capacités nécessaires à l'élaboration de solutions appropriées.